

Total : la Belgique rouvre une enquête pour crimes contre l'humanité

jeudi 4 octobre 2007, par [Le Monde](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2007).

Le parquet fédéral de Belgique a annoncé, lundi 1^{er} octobre, la réouverture d'une enquête pour crimes contre l'humanité visant les activités du groupe pétrolier français Total en Birmanie. La plainte avait été déposée en 2002, par des réfugiés birmans, en vertu de la loi de compétence universelle, qui permet de juger, en Belgique, les responsables de crimes contre l'humanité commis ailleurs dans le monde.

En 2005, la Cour de cassation belge avait stoppé la procédure, contestant les droits des plaignants à la mener. C'est désormais sur une instruction émanant du ministère de la défense qu'a pu être fixée une audience, dans la dernière semaine d'octobre afin de déterminer un éventuel renvoi devant un tribunal.

« UNE AIDE MORALE ET FINANCIÈRE À LA JUNTE »

Selon Alexis Deswaef, avocat des plaignants, la plainte de 80 pages contient des « preuves matérielles de la complicité de Total, non seulement une aide morale et financière à la junte, mais aussi une aide logistique et militaire ».

Les plaignants entendent faire juger le président de Total, Thierry Desmarest, et l'ancien responsable des activités du groupe pétrolier en Birmanie, Hervé Madeo, pour complicité de torture et travail forcé sur le chantier d'un pipeline, dont la construction a été achevée en 1998. Le groupe français se défend de ces accusations et nie avoir financé la junte militaire au pouvoir.

Total reste la cible des ONG et de l'opposition en exil

Article paru dans le Monde, 'édition du 29.09.07

Total a été de nouveau la cible, jeudi 27 septembre, des critiques de l'opposition birmane en exil et des organisations non gouvernementales. Elles l'accusent de recourir, même indirectement, au travail forcé sur le champ gazier de Yadana. « *Total peut dire qu'il n'utilise pas de main-d'œuvre forcée, mais l'armée le fait puisqu'elle protège l'entreprise* » en faisant venir cette main-d'œuvre pour garder le gazoduc, a dénoncé le premier ministre en exil, Sein Win, sur RMC Info.

Rama Yade, la secrétaire d'Etat française aux droits de l'homme, a estimé que, si Total part, il sera remplacé par des compagnies chinoises ou indiennes. Henri Guaino, conseiller de Nicolas Sarkozy, a jugé qu'il s'agirait d'une « *décision extrême* », dont « *les premières victimes seraient les Birmans* », évoquant des programmes socio-économiques en faveur des riverains du gazoduc.

Total précise qu'il « *n'investit plus en Birmanie depuis environ dix ans* » et « *n'a pas prévu d'autres investissements* ».

P.-S.

* LEMONDE.FR avec Reuters | 01.10.07 | 19h59 • Mis à jour le 01.10.07 | 20h06.